

M Blogs



07 janvier 2015, par [Matthieu Auzanneau](#)

Baril à 50 dollars : risque de récession majeur pour le secteur pétrolier

Il y a des courses de fond. Celle-ci est une course vers le fond. Les cours du baril dégringolent à 50 dollars cette semaine, du jamais vu depuis le lendemain de la crise de 2008. Aussi vertigineuse qu'inattendue, la chute du prix de l'or noir atteint désormais 55 % depuis le début du mois de juin.

Est-ce la preuve d'un retour durable à l'abondance pétrolière ? Pas si vite.

Conséquence à la fois du boom du pétrole "de schiste" aux États-Unis et de la fragilité de la croissance économique mondiale, ce contre-choc pétrolier est en passe de mettre à nu bien des rois du pétrole.

D'ouest en est et du nord au sud, tous les producteurs pétroliers du monde, grands et petits, pompent aujourd'hui le brut à tombeau ouvert afin de sauvegarder un tant soit peu leurs chiffres d'affaires, en espérant que le concurrent d'à côté calanchera le premier.

Confrontée à de très graves difficultés économiques, la Russie de Poutine, aujourd'hui premier producteur mondial d'or noir devant l'Arabie Saoudite, a largement contribué à relancer le manège infernal en ce début d'année, en annonçant une production record pour le mois de décembre (alors même que Moscou laissait entendre l'été dernier que les extractions russes devraient chuter en 2015, faute d'investissements suffisants...)

Les cours ne sont pas prêts de repartir à la hausse dans les mois prochains, prédisent la plupart des analystes : la croissance économique reste faiblarde (à l'exception notable des États-Unis, dopés jusqu'ici par le gaz et le pétrole "de schiste"), et des barils supplémentaires arrivent sur le marché en provenance d'Irak, mais également d'Afrique de l'Ouest, du Brésil, du Canada et des États-Unis.

L'Arabie Saoudite, dont le refus de prendre l'initiative d'une réduction des extractions au sein de l'Opep a amplifié la chute des cours, s'est préparée pour faire face à au moins deux années de cours du baril au plus bas, révèle le *Financial Times*. Poids lourd des poids lourds parmi les pays producteurs, l'Arabie Saoudite ne craint pas d'aller au bout de la guerre des prix. Dans une interview récente accordée à une agence spécialisée, le ministre du pétrole saoudien, Ali al-Naimi, s'est justifié on ne peut plus clairement :

"Si je réduis [la production saoudienne], que va-t-il arriver à ma part du marché ? Le prix remontera et les Russes, les Brésiliens et les producteurs américains de pétrole de schiste récupéreront ma part."

S'il n'en restait qu'un... Avec des coffres pleins, des réserves de brut fabuleuses et l'un des coûts d'extraction les plus faibles au monde (aux alentours de 10 dollars le baril), Riyad a largement de quoi voir venir.

Ce n'est pas le cas de tout le monde.

(Glissons sur les premières victimes évidentes : ce contre-choc constitue bien sûr une très mauvaise nouvelle pour l'écologie et le climat. Les industriels européens du recyclage, par exemple, disent se faire laminer ces jours-ci, tandis que les alternatives aux véhicules à essence apparaissent politiquement plus invendables que jamais – les *"bonnets rouges"* en rosissent-ils de plaisir ?)

Une vague d'effets secondaires s'annonce, potentiellement dévastatrice pour l'industrie pétrolière, laquelle constitue de très loin le premier secteur industriel mondial, que ce soit en termes de chiffre d'affaires ou d'investissements. Avant la chute des cours en tout cas. Les annonces se multiplient et se ressemblent ces jours-ci : lesdits investissements pétroliers sont en train d'être très fortement réduits, en premier lieu dans le domaine des nouveaux pétroles extrêmes et non-conventionnels, aussi coûteux qu'indispensables afin de compenser le déclin de nombreuses zones d'extraction de pétrole conventionnel (et repousser ainsi l'avènement du *"pic pétrolier"*).

Une synthèse de l'AFP, publiée hier soir, résume :

"Les coupes devraient être particulièrement sévères en Amérique du Nord (de 25 à 30%), notamment dans l'Arctique, les sables bitumineux canadiens et les installations de pétrole et gaz de schiste."

Une bombe économique à mèche courte est-elle amorcée aux États-Unis ?

Le secteur de l'énergie, et en premier lieu celui des hydrocarbures, pèse jusqu'à 30 % des dépenses d'investissements du S&P 500, l'indice phare de Wall Street, souligne l'AFP, qui évoque *"le spectre d'un risque systémique"*. L'action de la firme américaine Halliburton, leader mondial des infrastructures pétrolières, a ainsi perdu la moitié de sa valeur depuis cet été. Accros à l'endettement, les compagnies américaines spécialistes du gaz et du pétrole "de schiste" doivent faire face depuis le mois juin à une envolée des taux d'intérêt sur les marchés des prêts à haut rendement, soulignait en décembre l'agence Bloomberg. Chute des cours en bourse, hausse du coût des prêts à risque : sacrée prise du crabe... Au-delà des États-Unis, toute l'industrie pétrolière est affectée. La valeur de l'action du français Total est par exemple en repli d'un quart depuis le mois de juin.

Signe que quelque chose menace de pourrir sur pied tout autour de l'industrie de l'or noir : lundi, le premier passage du cours du baril sous la barre des 50 dollars depuis décembre 2008 a "*flanqué la frousse*" aux opérateurs des marchés boursiers, selon l'expression d'un journaliste du *New York Times*. Ce passage sous les 50 dollars s'est accompagné d'un plongeon du S&P 500 aux États-Unis, ainsi que de l'indice Nikkei 225 au Japon, quand bien même le pétrole bon marché devrait encourager une reprise de la consommation à travers le monde.

Mid-life crisis ? Les cinquantenaires sous stéroïde ne font pas de beaux vieux. Le contre-choc pétrolier promet d'avoir des conséquences massives sur les projets pétroliers futurs, en particulier dans le domaine décisif des pétroles non-conventionnels et extrêmes.

Un périlleux contrepoint commence.

Si la production devrait rester cette année en surabondance vis-à-vis d'une demande atone, la suite des événements s'annonce des plus précaires. A tout le moins, les chances de répliquer ailleurs le "*miracle*" du pétrole de schiste du Texas et du Dakota du Nord, semblent s'éloigner dans l'immédiat.

En attendant, le taux de déclin moyen dit "*naturel*", c'est-à-dire en l'absence de tout investissement nouveau, de la production existante de brut atteint aujourd'hui 4 à 6 % par an, selon diverses estimations. Rappel (pour les habitués de ce blog) : un tel taux de déclin "*naturel*" implique qu'il faut désormais remplacer la moitié de la production pétrolière mondiale tous les dix ans, soit l'équivalent de quatre Arabie Saoudite, ne serait-ce que pour maintenir cette production au niveau présent.

Il me semble rationnel de conclure qu'après le pic historique atteint en 2008 par le pétrole conventionnel – lequel constitue encore les 4/5èmes des extractions –, nous pourrions être en train d'assister à une deuxième phase sur le "*plateau ondulant*" de la production mondiale de brut. D'après nombre d'analyses scientifiques solides (la plus récente) produites par des experts pétroliers au cours des dix dernières années, ce "*plateau ondulant*" doit précéder un déclin inexorable de la production mondiale d'or noir, et avec lui de la société thermo-industrielle telle que nous la connaissons depuis le milieu du XIXe siècle.